L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE ET DU CONSEIL GENERAL — NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI MATIN 30 MARS 1850

Imprimé et publié par
HAUSE & WIESE.
No. 82 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 30 MARS.

LES SENATEURS DE L'UNION.—On se rappelle les craintes qu'avait fait naître certaines correspondances relativement à la part que prendrait le général Taylor à la question de l'esclavage. Le général Taylor a déclaré qu'il ne voulait pas être candidat à la présidence, et qu'il ne ferait rien qui pût le faire considérer comme tel. Cette déclaration a été faite par télégraphe. Ces correspondances avaient d'abord produit une impression très-défavorable dans le public. On nous annonce, aujourd'hui, que Paris devait avoir capitulé le terme de notre dernier bulletin, et que les troupes de Louis-Napoléon étaient déjà maîtresses de la capitale. Ces nouvelles ont été démenties depuis. Le bruit courait aussi que Victor Hugo avait été arrêté. Les journaux de Paris, qui nous sont parvenus, ne font aucune mention de cet événement. Ils ne parlent que de la fête donnée à Washington en l'honneur de la naissance du président Washington. Ils ne font aucune mention de la mort du général Taylor. Ils ne font aucune mention de la mort du général Taylor. Ils ne font aucune mention de la mort du général Taylor.

FATHER MATHEW.—Les cérémonies de la semaine sainte ont forcé le révérend père Mathew d'interrompre la bonne œuvre qu'a entreprise avec tant de succès dans notre ville. Il recommencera à administrer le *pledge* demain dimanche et les jours suivans jusqu'à mercredi. Il sera prêché à la chapelle de Ste-Thérèse le matin à sept heures et demie et le soir à sept heures.

Le nombre de personnes de notre ville qui ont déjà pris l'engagement d'être tempérans (puissent-elles y être fidèles!) s'élève à plus de quatre-mille.

CONGRÈS.

SENAT, 22 *mars*.—Un bill accordant une pension à la veuve du général Worth est introduit, pris en considération et passé.

La résolution de M. Bell demandant communication d'une copie des instructions données à l'agent américain envoyé en Hongrie pendant l'agent américain envoyé en Hongrie pendant la guerre qui existait entre ce dernier pays et l'Autriche, est prise en considération et passée.

Le Sénat reprend la délibération sur la résolution de M. Bradbury, pour ajourner la suite du débat jusqu'au lendemain.

Le Président soumet au Sénat la motion de M. Foote tendant à retirer à un comité spécial de treize membres les résolutions de compromis de M. Bell.

M. Dayton prend la parole et s'étend longuement sur la question de l'esclavage et sur l'admission de la Californie. Il déclare toutes les mesures de la session mauvaises, excepté celle qui a procuré la paix avec le Mexique et celle qui admettra la Californie immédiatement.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.—Le bill rapporté par le comité général et amendé une somme de cent mille piastres aux mêmes fins que sont empreints de la frégate *l'Arkansas* dans le port de Trieste, et la cet dépêche convoie notre correspondant.

Le docteur Parkman déclare qu'il n'a pas encore fini ses recherches, de plus depuis le jugement de Webster, il a découvert de nouvelles preuves de la culpabilité du docteur Parkman. Il a vu en outre du sang sur des habits et sur des pantalons appartenant au docteur Webster.

Quatre témoins sont encore entendus, et l'audience a été levée. Les comptes rendus déclarent que l'accusé ne tient entre à la Cour d'un pas ferme et est de bon appétit.

HORATIUS AUCTOR.—On nous communique les lignes suivantes :

Encore un signe et un de ces malheurs qui ne se produisent que trop souvent dans notre société, nous frappe douloureusement au faute de précautions.

La famille Dorville, demeurant rue Robertson, en offre un bien triste exemple. Une petite fille de 16 ans s'était trop approchée du foyer, le feu prit à sa robe, et ce malheureux enfant, effrayé, courut dans la maison, ce qui ne fit qu'augmenter l'intensité de la flamme qui bientôt lui fit de profondes et terribles brûlures, qui, après quelques heures d'horribles souffrances, l'enlevèrent dans ses premiers moments de vie, ne pouvant pas comprimer les cris qu'arrachaient à cette petite victime de la plus cruelle imprudence. Nous espérons que ce triste événement servira de leçon à ceux qui, par négligence, laissent leurs enfans à portée de pareils dangers.

Le docteur Faurick Arnaud, professeur de clinique, est appelé auprès de la petite victime, et est ensuite appelé auprès de la famille Dorville, où il a prodigué tous les soins que réclamait la position désespérée de la petite fille. Le docteur Arnaud a été assisté par le docteur Lacroix, qui a été